

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ, DES SOLIDARITÉS ET DES FAMILLES

Brochure n° 3078 | Conventions collectives nationales

CABINETS D'AVOCATS

IDCC : 1000 | **PERSONNEL SALARIÉ**

IDCC : 1850 | **AVOCATS SALARIÉS**

Avenant n° 29 du 24 janvier 2025 relatif aux salaires minima des avocats salariés

NOR : ASET2550259M

IDCC : 1000

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UPSA ;

SAF ;

ABF,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

UNSA ;

CFTC CSFV ;

CAT ;

CFDT BPJ,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les signataires du présent avenant décident d'appliquer, à compter du 1^{er} janvier 2025, une augmentation des minima comme suit :

Article 1^{er} | Minima conventionnels pour l'ensemble des barreaux français hors Paris et Île-de France

(En euros.)

Avocat salarié	Salaire minimum annuel
1 ^{re} année	29 134,56
2 ^e année	31 552,29
3 ^e année	35 006,34

Avocat salarié	Salaire minimum annuel
Après la 3 ^e année	39 311,97
Avocat ayant 5 années d'expérience dans la profession ou titulaire d'une mention de spécialisation	48 353,00

Article 2 | *Minima conventionnels pour les barreaux de Paris et d'Île-de-France*

(En euros.)

Avocat salarié	Salaire minimum annuel
1 ^{re} année	31 494,44
2 ^e année	34 488,69
3 ^e année	39 486,55
Après la 3 ^e année	44 308,81
Avocat ayant 5 années d'expérience dans la profession ou titulaire d'une mention de spécialisation	52 131,00

Article 3 | *Date d'application du présent avenant*

La date d'application du présent avenant est fixée au 1^{er} janvier 2025.

Article 4 | *Demande d'extension*

Les parties signataires conviennent qu'il sera demandé l'extension du présent avenant.

Mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1, les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord portant sur les minima conventionnels applicables aux salariés de la branche n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, ceux-ci doivent s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise *a fortiori* dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés.

Fait à Paris, le 24 janvier 2025.

(Suivent les signatures.)